



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMPTE RENDU

DE LA RÉUNION DE LA

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SÉCURITÉ (ESC)

9 octobre 2021

Lisbonne, Portugal

172 ESC 21 F | Original : English | 21 octobre 2021

LISTE DES PARTICIPANTS

Commission de l'économie et de la sécurité

Président	Philippe FOLLIOT (France)
Vice-présidents	Neal Patrick DUNN (États-Unis) Jean-Luc REITZER (France)
Rapporteur général	Christian TYBRING-GJEDDE (Norvège)

Sous-commission sur la transition et le développement

Président	John SPELLAR (Royaume-Uni)
Vice-présidente	Maria Da Luz ROSINHA (Portugal)
Rapporteur	Michal SZCZERBA (Pologne)

Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques

Président	Ivans KLEMENTJEVS (Lettonie)
Vice-présidente	Harriett BALDWIN (Royaume Uni)
Vice-président	Gregory Weldon MEEKS (États-Unis)
Rapporteur	Faik OZTRAK (Turquie)

Bureau de l'AP-OTAN

Président	Gerald E. CONNOLLY (États-Unis)
-----------	---------------------------------

Délégations membres

Belgique	Annick PONTHER
Bulgarie	Andrey MIHAYLOV
Canada	Cheryl GALLANT
France	Séverine GIPSON
Allemagne	Dagmar FREITAG Jürgen TRITTIN
Grèce	Marios SALMAS
Hongrie	Laszlo György LUKACS Andrea VARGA-DAMM
Italie	Adriano PAROLI Guglielmo PICCHI Michele SODANO
Lituanie	Tomas BICIUNAS
Luxembourg	Nancy ARENDT KEMP
Monténégro	Danilo SARANOVIC
Pays-Bas	Derk BOSWIJK
Norvège	Christian TYBRING-GJEDDE
Pologne	Wojciech ZUBOWSKI
Roumanie	Attila LASZLO Gheorghita MINDRUTA
Slovénie	Monika GREGORCIC
Espagne	Ana María BOTELLA Miguel DALMAU
Turquie	Nurettin CANIKLI Mevlut KARAKAYA
Royaume-Uni	Alun CAIRNS Dave DOOGAN

États-Unis Jennifer GONZALEZ-COLON
Brett GUTHRIE

Délégations associées

Arménie Arusyak JULHAKYAN
Azerbaïdjan Kamran BAYRAMOV
Géorgie Irakli BERAIA
Suède Karin ENSTRÖM
Ukraine Solomiia BOBROVSKA
Yehor CHERNIEV

Délégations des observateurs parlementaires

Assemblée du Kosovo Driton HYSENI

Intervenants

José Manuel BARROSO

Président du Conseil d'administration, GAVI-The Vaccine Alliance ;
ancien président de la Commission européenne et premier ministre du
Portugal

Vladimir KARA-MURZA

Homme politique d'opposition russe, ancien chef adjoint du Parti de la
liberté du peuple

Susana PERALTA

Professeure, *Nova School of Business and Economics*

Secrétariat international

Paul COOK Assistant secrétaire général et directeur, commission de l'économie et
de la sécurité
Matthew JABLONSKI Coordinateur, commission de l'économie et de la sécurité

I. Remarques préliminaires de Philippe FOLLIOT (France), président de la commission de l'économie et de la sécurité (ESC)

1. Le président **Philippe Folliot** (FR) remercie la délégation portugaise pour le remarquable travail de préparation et d'accueil de la session annuelle 2021 dans des circonstances exceptionnelles.

II. Adoption du projet d'ordre du jour

2. **Le projet d'ordre du jour [121 ESC 21 F] est adopté.**

III. Adoption du compte rendu de la réunion précédente tenue par visioconférence le samedi 15 mai 2021

3. [Le compte rendu de la réunion précédente de l'ESC \[103 ESC 21 F\] est adopté.](#)

IV. Procédure de dépôt d'amendements au projet de résolution

4. Le président annonce la procédure hybride de dépôt d'amendement au projet de résolution *Dépenses de défense et développement des capacités des pays alliés* [122 ESC 21 F].

V. Exposé de Susana PERALTA, professeure adjointe, Nova School of Business and Economics, sur *La gestion de la crise liée à la pandémie au Portugal : prochaines étapes*

5. **Susana Peralta** dresse la liste de plusieurs éléments de fragilité économique au Portugal - antérieurs à la pandémie - qui guident la stratégie du Portugal pour faire face à la crise. Premièrement, un taux de pauvreté de 17,2 % qui classe le Portugal parmi les pays les plus pauvres de l'UE et, deuxièmement, des salaires relativement bas sur le marché du travail. Même les personnes et les ménages dont l'« intensité de travail »¹ est plus élevée sont susceptibles de basculer dans la pauvreté. En outre, le Portugal se classe au troisième rang des économies de l'OCDE en termes de pourcentage de main-d'œuvre employée sous contrat temporaire. Quatrièmement, une grande partie de la population rencontre d'importants problèmes de liquidités et est mal équipée pour faire face à des frais imprévus. En période de crise, cette vulnérabilité se traduit par des difficultés à couvrir les dépenses courantes. Ce facteur est encore aggravé par le faible niveau d'éducation dans des tranches d'âge allant de 25 à 64 ans, ce qui signifie qu'une part importante de la population n'a pas les compétences requises face à une économie numérique. Mme Peralta cite également les secteurs économiques les plus touchés par la pandémie, au nombre desquels le tourisme, la restauration et les transports. Elle souligne que ces secteurs instables et peu rémunérateurs figurent sans surprise parmi ceux qui emploient le plus gros pourcentage de travailleurs temporaires.

¹ Rapport entre le nombre total de mois pendant lesquels tous les membres du ménage en âge de travailler ont travaillé au cours de l'année de référence du revenu et le nombre total de mois pendant lesquels les mêmes membres du ménage auraient théoriquement pu travailler au cours de la même période.

6. Avant de présenter ce que sont, selon elle, les principaux obstacles à la reprise économique, Mme Peralta fait remarquer que l'économie du Portugal connaît actuellement une forte croissance. En comparaison au deuxième trimestre 2020, l'économie a progressé de 15,5 % au deuxième trimestre 2021. Grâce à la reprise du tourisme, le Portugal prévoit une nouvelle croissance des exportations de services d'environ 37 % par rapport à 2020. Mais certains défis à long terme subsistent, tels que la pauvreté des enfants, l'inégalité dans l'éducation, l'insécurité alimentaire, l'instabilité de l'emploi chez les jeunes, la difficulté d'accès au logement pour les moins de 30 ans et une dépendance excessive au crédit. Mme Peralta rappelle l'importance du plan de relance et de résilience conçu par la Commission européenne, soit une injection de 16,7 milliards d'euros pour soutenir les dépenses du Portugal. Mme Peralta conclut en soulignant que la résolution de ces défis nécessitera des institutions fortes, un renforcement des capacités, une meilleure information et une plus grande responsabilisation.

7. **Harriet Baldwin** (UK) pose une question sur les dépenses de défense à la lumière des défis économiques causés par la pandémie. Mme Peralta répond que le Portugal a subi une dépréciation continue de son capital public (par exemple, la défense, la santé publique, les infrastructures) depuis la crise de la dette souveraine. Elle associe l'augmentation des dépenses de défense à un effort plus large de réinvestissement dans le capital public du Portugal. Mme Peralta répond ensuite à la question du président concernant la capacité du Portugal à attirer des étrangers, et notamment des jeunes. Elle indique que le Portugal reste une destination attrayante pour le tourisme et que le pays sera en mesure de diversifier son économie (par exemple, les compétences). Enfin, elle évoque la nécessité pour les pays d'apporter un soutien aux populations les plus vulnérables, en particulier les enfants, les femmes et les jeunes. Mme Peralta rappelle l'importance de la Facilité européenne de résilience et de relance et exhorte le gouvernement portugais ainsi que celui des autres pays à faire preuve d'une plus grande vigilance dans leurs dépenses. Le soutien aux enfants, à la jeune génération et au système public d'éducation sont des investissements essentiels qui nécessitent un financement adéquat.

VI. Exposé de José Manuel BARROSO, président du conseil d'administration, GAVI-The Vaccine Alliance, ancien président de la Commission européenne (2004-2014) - Qu'a-t-on appris depuis le début de la pandémie de Covid-19 ?

8. **José Manuel Barroso** explique que les maladies infectieuses sont inscrites à l'agenda de la sécurité mondiale et souligne l'importance de la préparation, de la prévention et de la réponse aux pandémies. Les solutions à une crise sanitaire nécessiteraient de nouvelles approches telles que la collaboration scientifique et l'investissement à long terme dans des systèmes de santé résilients. La pandémie de Covid-19 représente une nouvelle forme de crise mondialisée qui ne peut être résolue que par une coopération stratégique à échelle mondiale et grâce au multilatéralisme. M. Barroso explique que COVAX et GAVI ont tous deux été créés à cet égard et ont contribué à fournir plus de 341 millions de doses du vaccin contre la Covid-19 dans 144 économies. Il rappelle toutefois aux membres que l'accès au vaccin n'est toujours pas équitable. Alors que 46,1 % de la population mondiale a reçu au moins une dose du vaccin et que 30 % d'entre elle est entièrement vaccinée, seuls 2,4 % des habitants des pays à faible revenu ont reçu au moins une dose. À ce jour par exemple, seule 4,6 % de la population africaine est vaccinée.

9. M. Barroso regrette que COVAX continue de faire face à un large éventail de défis, notamment des problèmes d'approvisionnement et de restrictions à l'exportation, qui entravent la libre circulation des vaccins. Nombre de ces restrictions ont été mises en place par des pays riches qui, selon M. Barroso, ont parfois accumulé cinq à six fois plus de vaccins que nécessaire dans leur pays. Cette distribution inéquitable de vaccins est contraire à l'éthique et témoigne d'une vision étriquée, car l'impact économique total cumulé de la

pandémie de Covid-19 entre 2020 et 2021 s'élève à 12 000 milliards de dollars. M. Barroso souligne qu'au cours de cette période, l'extrême pauvreté a augmenté de 7 %, contribuant à alimenter le ressentiment à l'égard de « l'Occident ». M. Barroso exhorte donc les membres de l'Assemblée à se montrer solidaires avec d'autres pays au-delà de l'Alliance et rappelle l'importance du soutien aux initiatives multilatérales telles que COVAX et GAVI.

10. Le président demande à M. Barroso ce qu'il pense de l'administration de vaccins de « rappel » alors que certains pays n'ont toujours pas commencé à vacciner leur population et ne disposent pas d'un accès adéquat au vaccin. M. Barroso répond qu'il est clairement en faveur d'une diffusion équitable du vaccin et à ce que les parties les plus vulnérables de la population, comme les tranches d'âge les plus élevées et les travailleurs de la santé, soient protégés en priorité et cela, partout dans le monde. **John Spellar** (UK) demande si les pays ne devraient pas faire preuve d'une plus grande fermeté pour convaincre les gens de se faire vacciner, tout en combattant les théories du complot. M. Barroso répond par l'affirmative, déclarant que de nombreux pays en développement enregistrent un soutien à la vaccination beaucoup plus important au sein de leur population que les pays développés d'Europe. En effet, de nombreuses personnes, notamment en Afrique, ont une expérience récente des maladies infectieuses et de l'effet positif des vaccins. Il qualifie de « tragique ironie » le fait que les pays dont la population est moins prompte à vouloir se faire vacciner tendent à bénéficier d'un sur-approvisionnement de vaccins.

11. **Dave Doogan** (UK) demande comment la communauté internationale peut travailler collectivement au niveau régional et mondial pour se préparer à une éventuelle prochaine pandémie. M. Barroso souligne la nécessité de créer des mécanismes à échelle mondiale, par exemple un Observatoire des pandémies qui serait composé des ministres de la santé et des finances, ainsi que de rassembler des fonds qui seraient centralisés à la Banque mondiale. Il rappelle l'importance du travail de la commission *Reform for Resilience* - une collaboration institutionnelle entre des universités du monde entier - qui élabore un modèle pour renforcer la résilience en matière de santé en tant que condition préalable pour les entreprises. **Christian Tybring-Gjedde** (NO) indique que, d'une perspective historique, on ne peut que constater que les pandémies se reproduisent invariablement. M. Barroso souligne qu'en raison des voyages internationaux et de l'interférence croissante de l'humain avec la nature, les futurs virus sont susceptibles de se propager plus rapidement, suggérant que les pays devraient introduire des mesures pour faire face à cette menace. Enfin, **Nicole Duranton** (FR) s'interroge sur les raisons d'une inégalité si forte entre pays en termes d'accès au vaccin et sur comment pourrait-on agir pour contrer cette tendance. M. Barroso répond que le travail des organisations internationales dépend de la gouvernance propre à chaque État. Il leur lance donc un appel pour que ceux-ci partagent leurs ressources au nom des principes de solidarité et de justice afin d'éviter un ressentiment croissant à l'égard de notre communauté fondée sur des valeurs - pour des raisons éthiques autant que pour notre sécurité nationale et mondiale.

VII. Projet de rapport révisé de la sous-commission sur la transition et le développement : Le Bélarus : défis politiques, économiques et diplomatiques [019 ESCTD 21 E rev. 1] présenté par Michal SZCZERBA (Pologne), rapporteur

12. **Michal Szczerba** (PO) s'inquiète du niveau de répression qui s'est considérablement aggravé depuis les élections truquées de 2020 au Bélarus. Les leaders de manifestations à l'encontre du président illégitime Alexandre Loukachenko ont été condamnés à de longues peines de prison et un grand nombre d'entre eux ont été torturés. En violation flagrante du droit international, l'État bélarussien a en outre orchestré le détournement d'un vol commercial pour arrêter un jeune dissident. Le rapport suggère que la perspective de liens toujours plus étroits entre le Kremlin et le régime de Loukachenko aura d'importantes conséquences diplomatiques, politiques, économiques et militaires qui sont autant de menaces pour les

libertés démocratiques du peuple biélorusse, l'indépendance du pays et la sécurité des Alliés.

13. La crise actuelle a donc des implications géopolitiques impérieuses pour l'Alliance. M. Szczerba souligne que le Kremlin a réussi à obtenir d'importantes concessions militaires de la part de M. Loukachenko. Si les troupes russes commencent à opérer sur le territoire du Biélorus, cela compliquera indéniablement la planification de l'OTAN et pourrait nécessiter des déploiements supplémentaires dans la région. Dans le même temps, le régime de Loukachenko, probablement grâce au soutien de la Russie, a renforcé ses activités hybrides contre les membres de l'Alliance, par exemple en créant de toutes pièces une crise des migrants aux frontières avec la Lituanie et la Pologne. Le rapport recommande ainsi que le Biélorus, en tant que nation souveraine dont l'intégrité territoriale doit être défendue, reste une priorité pour la communauté internationale. Il convient de maintenir des sanctions sévères mais ciblées à l'encontre des fonctionnaires et des entreprises biélorusses qui orchestrent l'oppression, et tout dialogue politique devrait impliquer les dirigeants de l'opposition légitime.

14. **Gerald E. Connolly** (US) qualifie la situation au Biélorus de « moment de vérité » dans la manière dont la communauté des démocraties occidentales réagit face aux graves violations des droits humains perpétrées par le gouvernement biélorusse. Il évoque un certain nombre de discussions et résolutions antérieures dans le cadre de l'AP-OTAN qui affichent des positions fermes contre l'ingérence russe dans ce pays. Il appelle l'Alliance à réaffirmer ses valeurs démocratiques. Mme Baldwin revient sur le détournement inadmissible d'un vol commercial pour capturer un prisonnier politique et interroge M. Szczerba sur d'autres éventuelles mesures à envisager pour davantage sanctionner le Biélorus. **Alun Cairns** (UK) demande quel moyen de pression des Alliés pourrait aider à résoudre la situation au Biélorus. M. Szczerba répond que le président Loukachenko a « fabriqué de toutes pièces » la crise des migrants dans le cadre d'une guerre hybride afin de détourner l'attention des quelque 800 opposants politiques qu'il a jetés en prison. Il souligne que l'Alliance doit rester concentrée sur le Biélorus tout en améliorant sa connaissance de la situation et en surveillant de près le comportement de la Russie.

15. [Le projet de rapport \[019 ESCTD 21 F rév. 1\] est adopté.](#)

VIII. Activités futures de la sous-commission sur la transition et le développement et de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques

15. Le président invite Mme Baldwin à présenter le programme d'activités de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques. La sous-commission a participé au Forum parlementaire 2021 de l'OCDE et elle se rendra aux États-Unis du 25 au 29 octobre prochain, et notamment au FMI et à la Banque mondiale, au Congrès des États-Unis et dans un certain nombre d'instituts de recherche. Mme Baldwin remercie la délégation américaine d'avoir contribué à l'élaboration du programme de cette visite. En 2022, la sous-commission prévoit de se rendre en Australie et au Royaume-Uni, en se concentrant sur les défis commerciaux stratégiques ainsi que sur la dépendance excessive à l'égard de certains fournisseurs clés. Le rapport général traitera de la manière de sécuriser les industries et les lignes d'approvisionnement stratégiques.

16. M. Spellar présente les prochaines activités de la sous-commission sur la transition et le développement. La sous-commission prévoit une visite en Lituanie en novembre, et les membres de rendront notamment à la frontière avec le Biélorus. L'année prochaine, la sous-commission se concentrera sur les Balkans occidentaux, avec une visite potentielle en Bosnie-Herzégovine et une participation à un séminaire Rose-Roth qui se tiendra dans les Balkans occidentaux ou en Arménie.

IX. Exposé de Vladimir KARA-MURZA, homme politique d'opposition russe et ancien chef adjoint du Parti de la liberté du peuple, intitulé *La Russie : politique, économie et corruption*

17. **Vladimir Kara-Murza** débute son intervention en rappelant que l'un des derniers opposants politiques au président Poutine, Boris Nemtsov, a été abattu dans les rues de Moscou le 27 février 2015. Il relaye les propos de ce dernier selon lesquels, si la corruption constituait un véritable problème en Russie dans les années 1990, sous le président Poutine, elle est bel et bien devenue systémique. M. Kara-Murza souligne que l'enrichissement de l'élite politique russe (« les portefeuilles du Kremlin ») contraste fortement avec la situation économique générale en Russie : au cours de la dernière décennie, le PIB russe a diminué d'un tiers, l'inflation a atteint 11 %, le revenu réel disponible des citoyens russes a baissé durant 8 années consécutives et il a chuté de 10 à 13 % au cours de la dernière décennie. Enfin, la croissance économique stagne depuis des années - une tendance qui précède les sanctions internationales liées à l'annexion illégale de la Crimée par la Russie.

18. M. Kara-Murza cite également le dernier indice de perception de la corruption de *Transparency International*, qui place la Russie à la 129^e place du classement mondial. M. Kara-Murza rappelle la lassitude du public qui s'installe après 22 ans de règne de M. Poutine et établit un parallèle avec le régime de M. Loukachenko au Bélarus, où les manifestations de masse du début de l'année 2021 pourraient représenter un présage pour le Kremlin. M. Kara-Murza souligne l'importance des élections législatives de 2024. Après les récentes élections législatives frauduleuses de 2021, il exhorte la communauté occidentale des démocraties à refuser de reconnaître officiellement Vladimir Poutine s'il devait rester au pouvoir au-delà de la fin de son actuel et dernier mandat présidentiel, le 7 mai 2024, ce qui se produirait sur la base des amendements constitutionnels illégalement adoptés en 2020. Enfin, M. Kara-Murza prie instamment les démocraties occidentales de faire appliquer la loi (européenne) Magnitsky.

19. M. Szczerba s'interroge sur les priorités de Vladimir Poutine au Bélarus, ce à quoi M. Kara-Murza répond que la disparition d'Alexandre Loukachenko le plongerait dans un « cauchemar existentiel ». En raison des liens historiques, culturels et linguistiques entre l'Ukraine, le Bélarus et la Russie, M. Poutine perçoit les mouvements démocratiques dans ces pays comme une menace directe pour son propre régime et fera donc tout ce qui est en son pouvoir pour aider le président bélarussien à survivre. M. Tybring-Gjedde se demande qui serait en mesure de remplacer Vladimir Poutine à l'avenir. M. Kara-Murza répond que le changement politique en Russie sera soudain et inattendu, c'est pourquoi il serait plus important de s'interroger sur quel type de système le remplacera. Il rejette les stéréotypes culturels qui nient la possibilité d'une démocratie en Russie et souligne la nécessité d'un véritable système parlementaire. Il salue également la récente recommandation du Parlement européen, qui établit une feuille de route pour la coopération stratégique entre l'UE et une Russie peut-être plus démocratique après Poutine. M. Kara-Murza répond ensuite à une question posée par **Neil Dunn** (US) concernant les bénéficiaires du gazoduc Nord Stream II. Selon lui, le gazoduc ne profite ni à la Russie ni à sa population, mais il contribue à maintenir le système « kleptocratique » du cercle restreint de Poutine et de ses soutiens occidentaux.

20. En réponse aux membres britanniques, M. Cairns et M. Doogan, qui s'interrogent sur l'impact des sanctions sur le Kremlin et la population russe, M. Kara-Murza réitère son soutien aux sanctions visant les fonctionnaires et les oligarques russes riches très en vue, en faisant spécifiquement référence à une liste de 35 citoyens russes publiée par l'équipe d'Alexeï Navalny après son arrestation. **Andrey Mihalyov** (BG) demande quelles sont les perspectives d'ingérence de la Russie en Europe de l'Est. M. Kara-Murza répond en soulignant l'impact des partis pro-Kremlin à travers l'Europe et en suggérant que ces partis reçoivent un financement important du gouvernement russe.

X. **Vote sur le projet de rapport révisé de la sous-commission sur la transition et le développement. *Le Bélarus : défis politiques, économiques et diplomatiques* [019 ESCTD 21 E rév. 1] présenté par Michal SZCZERBA (Pologne), rapporteur**

21. [Le projet de rapport \[019 ESCTD 21 E rév. 1\] est adopté.](#)

XI. **Projet de rapport révisé de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques, *Crise économique mondiale : implications et perspectives* [018 ESCTER 21 F rév. 1] présenté par Faik ÖZTRAK (Turquie), rapporteur**

22. **Faik Öztrak** (TR) présente le projet de rapport révisé sur la crise économique mondiale. Il note qu'apparaissent maintenant des signes de reprise après la récession induite par la pandémie et déclare qu'il y a de bonnes raisons de se montrer optimiste, tout en restant prudent. Après une contraction estimée à 3,3 % en 2020, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, puis de 4,9 % en 2022. Toutefois, les gouvernements doivent trouver le bon moment pour commencer à assouplir leurs politiques budgétaires et monétaires expansionnistes afin d'éviter une inflation durable. Dans le même temps, M. Öztrak rappelle que les coûts économiques de la gestion des conséquences de la pandémie menacent la stabilité financière à long terme dans de nombreux pays qui ont accumulé des niveaux de dette publique très inquiétants pour maintenir leur économie nationale à flot. Les solutions pour financer cette dette nécessiteront des processus de négociation délicats et une coopération multilatérale plus approfondie, et notamment des réponses coordonnées sur les plans budgétaire et monétaire. M. Öztrak souligne que les différences de croissance économique ont des implications évidentes pour la sécurité. Il soulève également la question de la concurrence systémique de manière plus générale, notant que des acteurs autoritaires ont instrumentalisé la pandémie à la fois pour dénigrer la gouvernance démocratique et pour remettre en question les normes économiques qui ont historiquement soutenu la prospérité mondiale. Les réponses à la pandémie doivent simultanément démontrer une volonté de réformer les systèmes de marché libéraux afin d'élargir les opportunités, renforcer la démocratie et minimiser la corruption.

23. M. Dunn tire trois leçons essentielles de la pandémie, à savoir : la nécessité d'une préparation solide à une pandémie en tant que priorité de sécurité nationale, le développement d'un secteur biotechnologique à la pointe de la technologie, et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement mondiales essentielles. M. Öztrak réitère les conclusions du sommet du G7 à Cornwall, qui ont souligné l'importance d'une meilleure gouvernance, de la solidarité sociale, d'une meilleure gestion des risques et de chaînes d'approvisionnement durables.

24. [Le projet de rapport \[018 ESCTER 21 F rév. 1\] est adopté.](#)

XII. *Projet de rapport général révisé Dépenses de défense des pays alliés : menaces persistantes et nouvelles contraintes* [017 ESC 21 F rév. 1] présenté par Christian TYBRING-GJEDDE (Norvège), rapporteur général

25. M. Tybring-Gjedde suggère que les pressions imposées aux budgets nationaux par la pandémie de Covid-19 et la récession mondiale qui s'en est suivie auront des répercussions durables. Lors de l'allocation de leurs précieuses ressources publiques, les gouvernements pourraient être tentés de sacrifier les dépenses de défense afin de répondre à d'autres priorités urgentes. Il souligne toutefois que la sécurité elle-même est une condition préalable au bien-être et à la reprise économique à long terme. M. Tybring-Gjedde met en évidence la nécessité de poursuivre les dépenses et les investissements militaires, compte tenu notamment de la récente montée en puissance militaire de la Russie, de la fragilité de la région MOAN, des politiques étrangères et économiques agressives de la Chine qui exercent de nouvelles pressions sur l'ordre international fondé sur des règles, et de l'objectif de l'Alliance de maintenir son avance technologique. Malgré les progrès importants réalisés en matière d'engagements de défense des Alliés dans les années précédant la pandémie, des augmentations des dépenses réelles seront nécessaires à mesure que les économies renoueront avec la croissance. M. Tybring-Gjedde insiste pour que les gouvernements alliés mettent à profit le processus OTAN 2030 et la révision du concept stratégique pour galvaniser la volonté politique de respecter ces engagements fondamentaux en matière de sécurité.

26. **Séverine Gipson (FR)** met en avant le Livre blanc sur les grandes orientations stratégiques de la France ainsi que sa programmation budgétaire militaire qui pose des jalons en termes de financement et d'innovation militaires entre 2019 et 2025. Elle souligne que la transparence engendre la confiance. L'OTAN et les États membres doivent agir de manière durable, responsable et redevable. Elle rappelle par ailleurs l'importance de l'innovation et le rôle clé que DIANA pourrait jouer à l'avenir. Mme Duranton salue le fait que le rapport mentionne la nécessité de veiller à ce que les dépenses et les investissements militaires soient maintenus à un niveau suffisant en dépit de la crise sanitaire.

27. [Le projet de rapport \[017 ESC 21 F rév. 1\] est adopté.](#)

XIII. *Projet de résolution, Dépenses de défense et développement des capacités des pays alliés*, présenté par Christian TYBRING-GJEDDE (Norvège), rapporteur général

28. Huit amendements ont été soumis au projet de résolution. Un amendement présenté par la Turquie a été retiré par la suite. Cinq amendements ont été adoptés, le septième amendement présenté par la délégation lituanienne ainsi que le huitième amendement présenté par la délégation américaine ont été rejetés.

29. [Le projet de résolution \[122 ESC 21 F rév. 1\], tel qu'amendé, est adopté.](#)

XIV. Élection des membres du bureau de la commission et des sous-commissions

30. **Les membres du bureau de la commission et des sous-commissions sont toutes et tous réélus par acclamation.** Mme Baldwin est élue rapporteur général, Mme Duranton est élue vice-présidente de la sous-commission sur la transition et le développement, et M. Szczerba est élu membre du conseil interparlementaire Ukraine-OTAN (UNIC). Les mandats de tous les autres membres rééligibles sont reconduits par acclamation.

XV. Divers

31. Il n'y a pas d'autre point à examiner.

XVI. Date et lieu de la prochaine réunion

32. La prochaine réunion de la commission aura lieu à la session de printemps, 27-30 mai 2022, à Kiev (Ukraine).

XVII. Remarques de clôture

33. Le président clôt la réunion de l'ESC.
